



2008

2009

2007

2010

# RES PUBLICA

## Rapport d'activités

### 2011-2012



2006

2005

2004

2003

2002

2001





*Bielorussie*



*France*



*Liban*



*Tunisie*



*Nicaragua*



*Sénégal*



*Guinée*



*Burkina Faso*



# SOMMAIRE

P 4

## ASSOCIATION

- Dix ans d'appui au développement

P 6

## BURKINA FASO

- « Agir pour un avenir » sur des bases solides
- Nos Partenaires au Burkina Faso

P 12

## EDUCATION

- Dix années d'appui à l'Education au Burkina Faso
- Education 2011, un retour à la normale
- Vers une autonomie de la maternelle
- Suivi de l'expérience des classes bilingues
- L'alphabétisation des mères d'élèves
- Après Nanoro et Boulpon, une troisième bibliothèque
- Un internat au Collège de Nazoanga
- De Soala à la Défense
- Des jumeaux majors de promo
- Foire de Soaw, valoriser le dynamisme des écoles

P 22

## AGRICULTURE

- Une pluviométrie 2011 irrégulière et capricieuse
- Des puisards pour améliorer les conditions de travail des maraîchers
- Conserver pour mieux vendre
- Les femmes de Bazsiri prennent une longueur d'avance
- L'agriculture enseignée au Primaire



P 28

## SANTE

- Histoire d'un partenariat qui dure
- Lutte contre la cécité

P 30

## CULTURE

- 4<sup>ème</sup> édition du Festival Ciné Brousse
- Festival des Initiatives de Bobo

P 32

## FRANCE

- L'autisme, grande cause nationale 2012
- EURECAH ! Une nouvelle structure de jeux
- Partenariat Secours Populaire - Res Publica
- Sur les traces de l'Emir Abdelkader

P 36

## FINANCES - REMERCIEMENTS

# ASSOCIATION

Budget 10 ans : 8 687 000 €

Budget 2011 : 2 162 000 €

Nombre de collaborateurs : 3 en France - 13 au Burkina Faso

## Dix ans d'appui au développement

Ce rapport est un condensé de nos activités de l'année 2011 mais aussi l'occasion de revenir sur dix années de travail au Burkina Faso. Ceux qui nous connaissent depuis le départ apprécieront, je l'espère, le chemin parcouru. Pour les autres, qui nous découvrent, un rapide historique est nécessaire.

Née en 1997 à Lyon (France), RES PUBLICA, littéralement « la chose publique » a pour objectif la mise à profit de notre réussite professionnelle personnelle à des fins d'intérêt général en France et à l'étranger.

Nos premiers pas au Burkina Faso se font au côté d'EMEJ<sup>1</sup>, association sœur, dirigée par le Docteur Gérard Fournel. J'en profite d'ailleurs pour le remercier chaleureusement de m'avoir entraînée dans cette aventure humaine et je salue sa ténacité depuis maintenant 20 ans au sein de son association.

La création en 2001 de RES PUBLICA Burkina sous statut ONG<sup>2</sup> valide ce choix à long terme. Une équipe burkinabè se compose alors petit à petit, au gré des rencontres et de la confiance. Elle étoffe ses savoir-faire et ses compétences dans tous les domaines du développement : l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau et l'environnement. Les projets de taille modeste qui sont partis de la base, au sein des populations rurales, se muent en programmes d'actions à dimension territoriale, les accords oraux en conventions de partenariats et les équipes (salariés et bénévoles

français et burkinabè) en véritables professionnels du développement.

A partir du siège français, RES PUBLICA Lyon gère aujourd'hui 13 collaborateurs au Burkina Faso qui maintiennent **un lien constant avec les réalités de terrain** en Afrique. Mais nous avons aussi tissé un réseau important de partenariats avec des ONG, des associations et des personnalités atypiques qui développent nos valeurs communes en France, au Nicaragua et en Afrique de l'Ouest.



1. Entraide Médicale Eugène Jamot
2. Organisation Non Gouvernementale

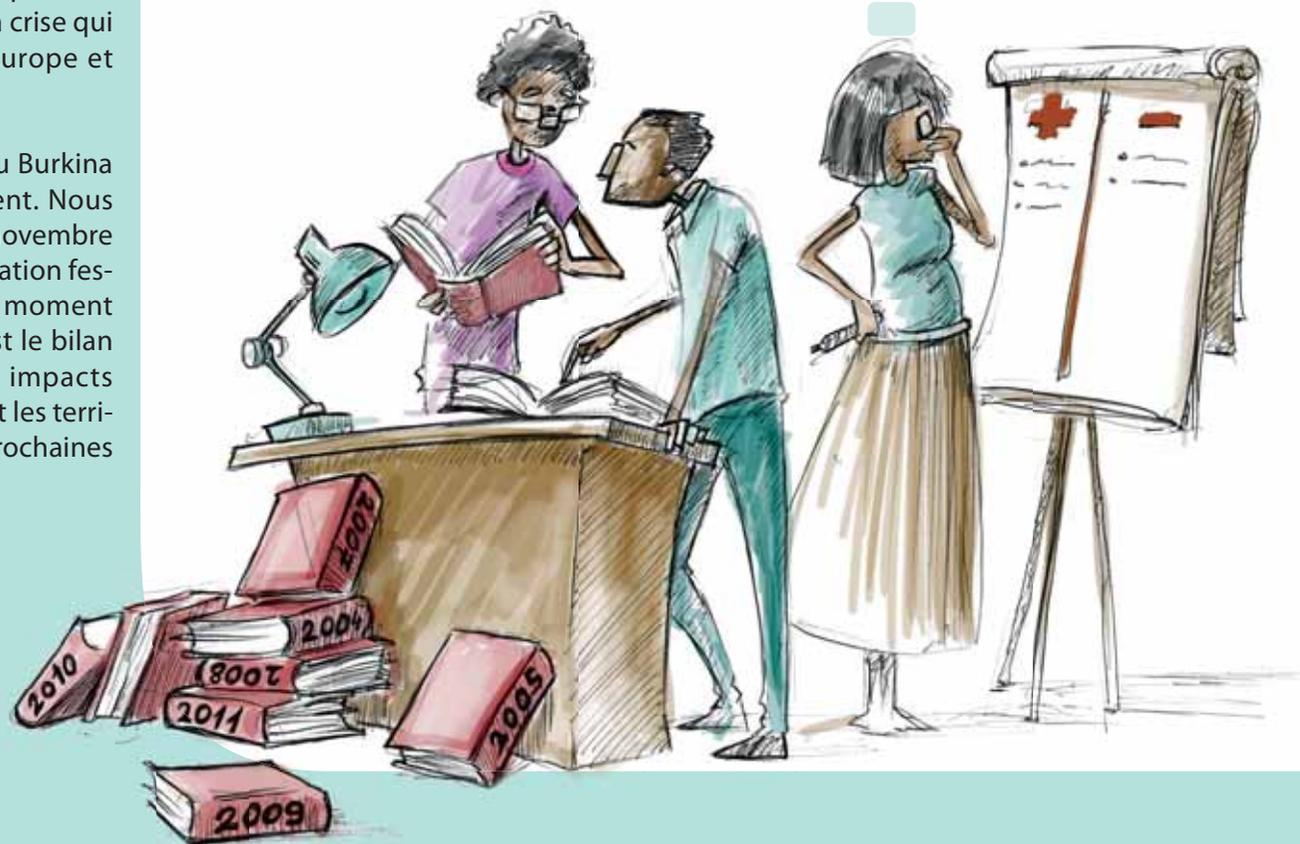
**Autonome financièrement** grâce aux fonds propres dont nous l'avons dotée à sa création, RES PUBLICA s'affiche par son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques. Telle une fondation privée, elle multiplie son action et finance des projets innovants à destination de publics en difficultés. Cette indépendance financière nous garantit **une liberté d'action pour agir dans la durée** sur des thématiques essentielles pour œuvrer dans le développement, la consolidation de la Paix, la gouvernance et le renforcement des services étatiques (amélioration des droits fondamentaux et des services publics). Elle protège aussi nos activités contre la crise qui rythme aujourd'hui le quotidien en Europe et partout dans le monde.

L'année 2011 a scellé dix ans d'action au Burkina Faso en tant qu'ONG de développement. Nous célébrerons cette date anniversaire en novembre 2012. Ce sera pour tous une commémoration festive au sein des villages mais aussi un moment de questionnement important. Quel est le bilan réel de nos stratégies? Quels sont les impacts directs et indirects sur les populations et les territoires? Quels partenariats pour les dix prochaines années? Pour quel développement?

Une étude d'évaluation de nos réalisations dans le domaine de l'Education viendra enrichir nos réflexions. Nous vous en donnerons quelques extraits au travers de ce rapport pour analyser les impacts de notre programme le plus important, l'Education.

Au nom de RES PUBLICA, de ses équipes et de ses partenaires, je vous souhaite une très bonne lecture.

**Françoise PERRIN**  
**Présidente**



# BURKINA FASO

Budget 10 ans : 6 692 000 €

Budget 2011 : 1 571 000 €

Bénéficiaires : 100 000 personnes

## « Agir pour un avenir » sur des bases solides

Votre association est italienne ? Je réponds non ! Espagnole ? Encore Non ! J'ai dû répondre des dizaines de fois à cette interrogation. Elle n'est pas sans intérêt.

Après dix ans, cette question revient encore et montre avec quelle discrétion nous avons travaillé sur le terrain sans nous soucier de notre notoriété. Aujourd'hui, il paraît logique de nous présenter au travers de nos réalisations.

### Notre philosophie de départ : « Servir, toujours, l'Intérêt Général »

Pour favoriser le progrès social, le développement intellectuel et économique par la prise de conscience des notions d'intérêt général, de citoyenneté et de services publics au-delà des différences, des ségrégations et des oppositions d'ethnies, de religions, de castes s'exprimant à l'intérieur d'un même Etat de droit.

### Notre stratégie d'intervention : « Nouer un partenariat public/privé avec les pouvoirs publics décentralisés et les acteurs locaux pour exécuter nos programmes à partir de la base »

## Nos domaines d'intervention :

### La Santé : « un droit indispensable »

L'association EMEJ, dirigé par le Docteur Fournel est notre partenaire historique. Nous finançons depuis 1997 son programme d'appui aux structures rurales de santé : constructions/rénovations de dispensaires et maternités et appui en matériel médical.

### L'Education : « un droit fondamental »

Un vaste programme a été réalisé avec pour objectifs : l'amélioration de l'accès à l'éducation, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le renforcement du cadre institutionnel (appui aux partenaires étatiques et société civile). Ces actions ont touché toutes les tranches d'âge (préscolaire, primaire, secondaire et supérieur) avec une nette priorité sur le secteur primaire très largement déficitaire au vu de la forte démographie.

### La Sécurité Alimentaire : « un objectif principal »

Commencé en 2005, l'appui à l'autonomie économique et alimentaire s'est développé au travers de l'appui à l'agriculture familiale que nous souhaitons plus durable. Nous soutenons les producteurs par l'accès aux financements, le renforcement des structures collectives de travail et la formation à des techniques de productions respectueuses de l'environnement.



## Quels moyens mis en œuvre ?

L'axe Appui au développement de RES PUBLICA au Burkina Faso a représenté un budget de 6,7 millions d'euros, soit 77 % du budget global de la structure sur dix ans. Ces investissements, en constante progression, sont passés annuellement de 41 000 € en 2001 à 1,6 millions d'euros en 2011. Il a donc fallu gérer une croissance rapide des programmes et des équipes.

L'appui à l'Éducation s'est avéré être une priorité puisqu'elle a utilisé 68% des budgets Burkina (au total 4,5 millions d'euros sur dix années). C'est dans ce secteur que notre action est la plus visible. Les premiers résultats de l'étude d'impact vous détailleront certains chiffres évocateurs dans la partie suivante.

Les secteurs Santé et Economie, moins gourmands en terme de budgets (près d'1 million d'euros cumulés sur dix ans) ne sont pas restés orphelins. Les infrastructures et le niveau de formation des personnels de Santé au Burkina, même s'ils restent insuffisants au regard des besoins, affichent déjà des bases solides dans nos zones d'intervention.

La partie Economie, elle, est un chantier complexe qui ne peut être traité que par la mise en synergie de tous les acteurs locaux du développement et doit s'implanter progressivement, en parallèle de l'amélioration du niveau d'instruction, de l'alphabétisation des populations et de la connaissance de leur environnement économique.

## Au bout de dix ans - Quel bilan ?

Une décennie est une période importante à l'échelle de l'individu mais moindre à l'échelle d'un territoire ou d'un pays. Ces dix ans nous ont permis de poser des bases saines pour un développement durable localement.

Toutefois, **nous espérons que le contexte politique et économique de la sous-région ne viendra pas assombrir la marche vers le développement du Burkina.** Alors que la menace ivoirienne s'estompe, la situation actuelle du Mali laisse craindre une déstabilisation toute entière de la zone. De même, les prochaines élections locales et nationales seront décisives pour l'avenir.

Notre action au côté des communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw et des services étatiques déconcentrés a consolidé ces acquis par des méthodes de concertation et de création de dynamiques locales.

Cependant, la satisfaction du travail réalisé ne doit pas freiner une remise en cause permanente de nos principes et de nos stratégies. Au vu des nombreux chantiers qui nous attendent en 2012 (pro-



jet de lycée au CEG<sup>1</sup> de Boulpon, construction d'un internat de jeunes filles à Nazoanga, réalisation d'un complexe scolaire dans la commune de Soaw, etc...), nous nous devons de poursuivre notre démarche d'amélioration interne et externe au côté de tous nos partenaires.

Toutes vos remarques et suggestions viendront enrichir nos réflexions. L'esprit « Agir ensemble pour un avenir » doit être notre credo commun.

**Basile DARGA**  
**Coordonnateur National Burkina Faso**

## NOS PARTENAIRES AU BURKINA FASO



## AMITIE FRANCE BURKINA FASO - RES PUBLICA

La première rencontre entre l'association RES PUBLICA et Amitiés France Burkina Faso (AFBF), s'est déroulée il y a une dizaine d'années, dans le bureau du maire de Marly.

Au cours de l'entretien, il est apparu très rapidement que les objectifs des deux associations étaient très proches : participer au développement du Burkina Faso en permettant au plus grand nombre d'enfants de pouvoir accéder à la scolarisation.

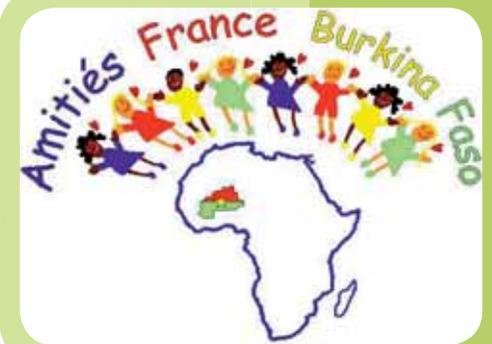
**Savoir lire, écrire et compter, change complètement l'avenir d'un enfant** qui, s'il demeure analphabète, n'a d'autres visions de la vie que les limites de son village et les connaissances orales transmises par ses parents.

L'association RES PUBLICA s'intéressait particulièrement au développement de la région de Mangodara. De son côté, Amitiés France Burkina Faso, depuis 1996, avait déjà réalisé de nombreux chantiers de construction d'écoles dans la province de la Comoé.

Un partenariat s'est mis en place dans lequel Amitiés France Burkina Faso réalise matériellement les chantiers de construction des écoles que finance RES PUBLICA.

C'est donc, à ce jour, plus de 35 bâtiments scolaires (17 classes, 4 blocs latrines, 15 logements) qui ont été réalisés dans ces conditions. Et cette liste n'est pas close, de nombreuses demandes de villages demeurent encore insatisfaites.

**Paul DESWARTE**  
Président de l'association AFBF



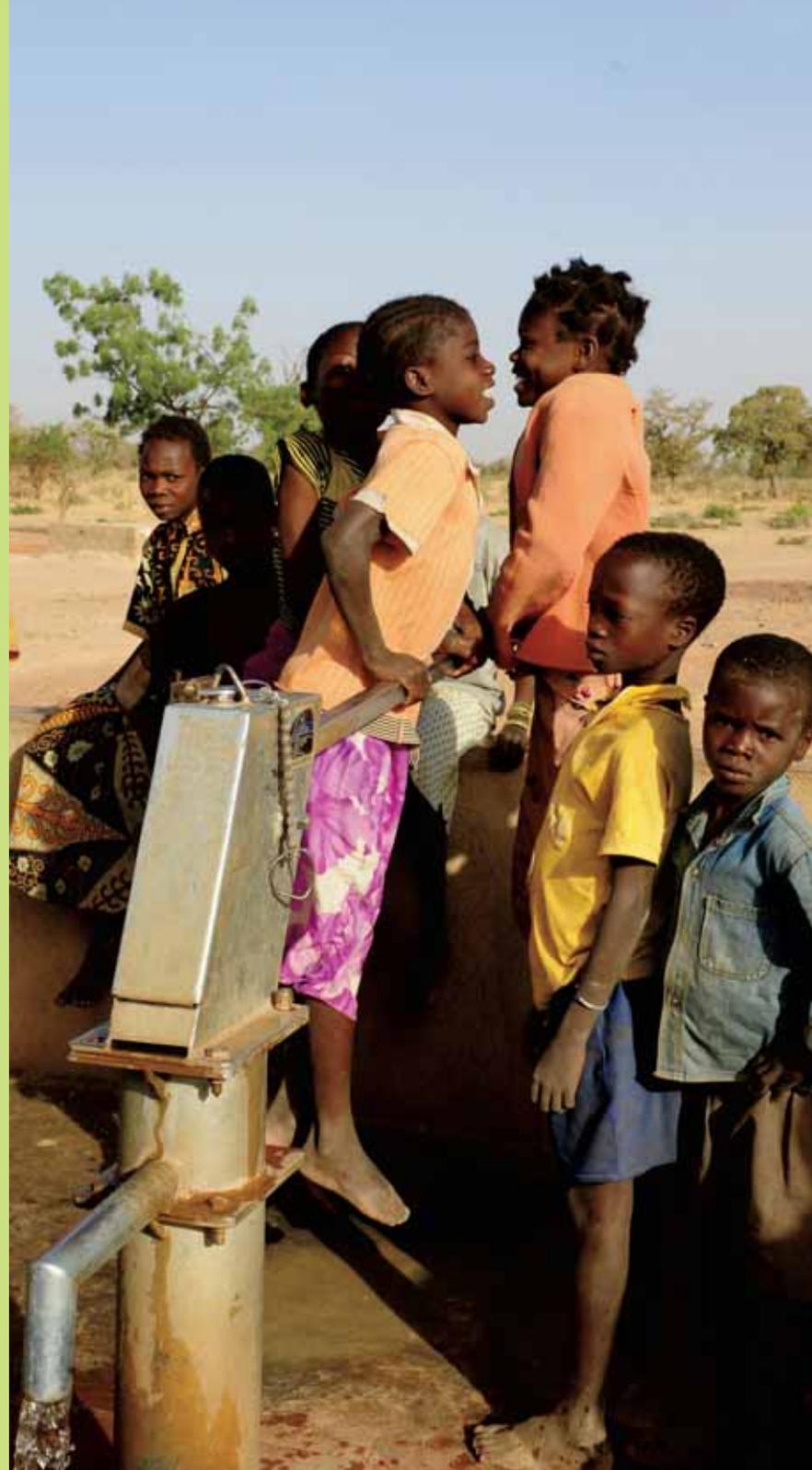
## THOISSEY POA - RES PUBLICA

Née en octobre 2007, l'association Thoissey-Poa<sup>1</sup> a pour objet « **le développement de la scolarisation des enfants**, celui des filles en particulier, et des échanges culturels avec le Burkina Faso ».

En collaboration avec RES PUBLICA, l'association Thoissey-Poa a pu participer à la construction d'un bâtiment scolaire de trois classes à Godo de Pella inauguré en février 2010. Un financement obtenu auprès de l'Office européen des brevets (OEB) situé aux Pays-Bas, des subventions municipales, des recettes engendrées par un repas annuel au mois de septembre et la vente d'objets issus de l'artisanat local ont permis d'aboutir rapidement à ce résultat.

Les projets actuels sont l'électrification du bâtiment construit et la mise en chantier, l'an prochain, d'un nouveau bâtiment destiné à remplacer celui qui, construit il y a plus de vingt ans dans le même village, ne présente plus les conditions de sécurité nécessaires.

**Jacques FERRAND**  
Président de l'association Thoissey-Poa



## Solidarité Comoé, une association née de la rencontre avec RES PUBLICA

Les relations avec RES PUBLICA ont marqué mes séjours et mes actions au Burkina Faso.

En 2004, j'effectuais mon premier séjour au Burkina Faso. Mamadou Ouattara, Coordonnateur local de RES PUBLICA à Koudougou, encadrait le financement du chantier de construction que l'association, à laquelle j'appartenais alors, effectuait dans la province de la Comoé.

### Nos différentes collaborations m'ont permis de valider une vision commune du développement.

En 2007, j'ai décidé de créer l'association Solidarité Comoé. Res Publica m'a soutenu financièrement dans la mise en place de cette structure. Ce partenariat financier perdure encore aujourd'hui.

Grâce aux fonds de RES PUBLICA, nous avons pu compléter le déficit en infrastructures scolaires qui existait dans la province de la Comoé : 57 bâtiments (classes et logements d'enseignants) ont été construits de janvier 2009 à fin avril 2012.

Nous avons travaillé régulièrement pour améliorer nos réalisations et c'est ainsi qu'ont vu le jour les abris-cuisines pour les cantines, les lave-mains pour les latrines et les foyers améliorés dans les logements des enseignants.

Une autre action de partenariat significative est la participation de RES PUBLICA à la réalisation de latrines douches dans les concessions<sup>2</sup> des villages. En fin 2012, ce seront 250 latrines douches qui auront été construites.

Solidarité Comoé s'efforce d'améliorer les conditions de vie des habitants des villages dans des domaines aussi essentiels que la sécurité alimentaire, l'hygiène et la promotion des femmes (programme de 40 actions de développement dans 6 villages).

La plupart de ces actions sont également réalisées par RES PUBLICA dans le Boulkiemdé, sa zone d'intervention. L'idée nous est naturellement venue de renforcer les échanges entre les membres de nos associations.

C'est ainsi que nous projetons des **échanges d'expériences** entre les différentes personnes en charge des actions avec les paysans (fosses fumières, régénération des sols, système de riziculture intensif) ou des rencontres sur les nouvelles actions projetées telles que celles de l'apiculture ou les plantes médicinales.

**Hubert DEVRIES**  
Président de l'association Solidarité Comoé



1. Pays de l'Ouest Africain
2. Ensemble de cases regroupées constituant une « famille » au sens africain du terme

# EDUCATION

Budget 10 ans : 4 561 000 €

Budget 2011 : 982 000 €

Nombre d'élèves soutenus : Préscolaire : 374 - Primaire : 69 380  
Secondaire : 1906 - Supérieur : 260

## Dix années d'appui à l'Éducation au Burkina Faso

Commencé en 2001, le programme Education a été la priorité dans l'activité d'opérateur de développement de RES PUBLICA au Burkina Faso dans la Province du Boulkiemdé.

Nos premières missions sur place nous ont amenés à constater une insuffisance générale en infrastructures et en équipements scolaires, de grandes difficultés de gestion des ressources humaines, un fort déficit alimentaire des élèves ainsi qu'une faible scolarisation des filles.

Suite à une période de découverte du milieu et des habitudes de travail, l'éducation primaire est logiquement apparue comme le point de départ de nos interventions. Les appuis aux autres secteurs de l'éducation, préscolaire, secondaire et supérieur sont intervenus plus tardivement à partir de 2005.

Une convention signée avec la DPEBA<sup>1</sup> définit la répartition des compétences de ce partenariat public/privé. Cette institution s'est engagée à l'amélioration de la gestion des ressources humaines, de l'organisation de la vie des écoles et des contenus pédagogiques. RES PUBLICA s'est impliquée pleinement dans l'amélioration des moyens matériels. Les compétences communes faisant l'objet d'une recherche de consensus.

### Cette coopération décennale a concerné trois champs d'intervention :

- l'accès à l'éducation pour chaque enfant,
- la qualité des conditions d'étude,
- le renforcement des acteurs locaux de l'éducation (services déconcentrés de l'Etat, communes rurales, enseignants et associations de parents d'élèves).

### Année après année, RES PUBLICA s'est spécialisée dans :

- la construction d'établissements scolaires et de logements d'enseignants,
- l'apport en matériels scolaires en complément des contributions étatiques,
- le soutien massif à la scolarisation des filles,
- l'accompagnement des écoles vers une autonomie de fonctionnement (cantines, jardins scolaires, projets de petit élevage, etc.),
- le soutien à l'enseignement au travers du financement de scolarités et de bourses d'étude.

L'étude d'impact dont nous vous livrons ci-après les premiers résultats a pour objectif d'évaluer dix années d'intervention dans le domaine éducatif au Burkina. Ces premiers éléments vous donneront un aperçu de nos réalisations et de notre implication aux côtés de nos partenaires.

### Nos réalisations depuis 2001

- 89 écoles prises en charge
- 101 classes construites
- 146 logements d'enseignants construits
- 45 classes rénovées
- 20 logements d'enseignants rénovés
- 44 blocs de latrines réalisés
- 45 forages
- 5891 tables bancs fournies
- 22 203 kits de fournitures distribués
- 25 536 scolarités de filles financées



## Accès à l'éducation

Au secteur primaire, l'intervention de RES PUBLICA a contribué à **tripler les effectifs d'enfants scolarisés** en améliorant de façon significative les conditions d'accès à l'éducation (infrastructures d'accueil, matériels, accès à l'eau, hygiène et alimentation). Pour illustration, 37 % des infrastructures scolaires de notre zone d'action ont été réalisées par RES PUBLICA.

A ce jour, les informations statistiques en notre possession montrent que **la quasi-totalité des enfants en âge d'être scolarisés ont accès à l'école** (taux moyen de scolarisation bruts de 102 %<sup>2</sup>, augmentation de 38 points de 2001 à 2011). La parité filles / garçons est pratiquement atteinte (taux de scolarisation passé de 35% en 2001 à 48% en 2011).

Le ratio élèves par classe est évalué en 2011 à 49. Ce chiffre se situe en dessous de la norme nationale requise par l'Etat (52 élèves par classe) et de la moyenne provinciale (57 élèves par classe).

Pour les secteurs préscolaire et secondaire, le nombre d'établissements reste encore largement insuffisant face aux effectifs à scolariser. A titre d'exemple, les 3 communes rurales de notre zone d'intervention (composées de 34 villages) ne disposent que de 4 maternelles et de 5 collèges.

### Répartition des investissements sur 10 ans

Préscolaire 4 % - Primaire 69 %  
Secondaire 18 % - Supérieur 4 %  
Appuis divers 5 %

## Qualité de l'enseignement

Au primaire, les taux de réussite au CEP<sup>3</sup> ont évolué favorablement de 41 % en 2001 à 60 % en 2011. Les filles s'inscrivent elles aussi dans cette progression favorable en passant de 36 % à 55 % de réussite.

Les taux d'achèvement d'étude confirment cette nette amélioration puisque globalement **80 % des élèves terminent leur cycle primaire** et acquièrent donc les compétences minimales en lecture, écriture et calcul.

De grandes difficultés restent en revanche présentes pour le préscolaire très peu développé en milieu rural et pour le secondaire qui peine à faire face à des besoins énormes. Ainsi, le taux d'achèvement du secondaire a doublé en 10 ans mais reste toujours très faible (23 % en 2011 contre 12 % en 2001).

Cette étude nous permet d'ores et déjà d'analyser les impacts de notre intervention et d'orienter ce programme vers de nouvelles ambitions. Les questions de l'amélioration de l'accès aux études secondaires et du renforcement des acteurs en charge de la qualité de l'enseignement seront certainement au centre de nos préoccupations. Sur le plan institutionnel, notre collaboration avec les communes rurales, nouvellement en charge des compétences éducatives depuis l'année 2006, devra s'intensifier dans le futur pour leur permettre de prendre à bras le corps leurs nouvelles responsabilités.

**Thierry SCIARI**  
Gestionnaire de Projets



1. Direction Provinciale de l'Education de Base et de l'Alphabétisation
2. Source statistique : CEB de Nanoro, Pella et Soaw – Taux calculé sur la base de la population scolarisable tirée du dernier recensement national 2006. Cette projection peut être sous-estimée et ne prend jamais en compte les enfants récemment arrivés sur une zone (populations immigrées)
3. Certificat d'Etudes Primaires, diplôme de validation du premier cycle

## Education 2011, un retour à la normale

Après les événements du printemps 2011 qui avaient fortement perturbés les cours et les résultats aux examens des élèves du cycle primaire, l'année scolaire 2011-2012 a donné dans l'ensemble satisfaction.

Les résultats au CEP ont été particulièrement bons. La CEB de Soaw s'est classée en tête des 22 CEB de la Province du Boulkiemdé avec un taux de réussite de 82,74 % ; la CEB de Pella affiche un taux de réussite de 80,96 % et celle de Nanoro de 63,64 %. Le taux de succès de l'ensemble des écoles de la Province est de 58 %. Ces chiffres confirment **l'amélioration de la qualité globale de l'enseignement** de nos zones d'intervention.

En parallèle, RES PUBLICA a progressivement mis des moyens pour renforcer l'action des acteurs locaux de l'éducation qui interviennent sur les trois CEB.

Priorité a été donnée aux structures étatiques décentralisées telles les CEB que RES PUBLICA a équipées en motos et carburant, matériel de bureaux et électrification de locaux. RES PUBLICA s'est également donné pour but de renforcer les compétences des enseignants en leur dispensant des formations.

L'association soutient également le sport et la culture en s'impliquant financièrement pour le bon fonctionnement de l'OSEP<sup>1</sup>. Elle récompense aussi les meilleurs acteurs de l'enseignement primaire (élèves, enseignants, écoles, association de parents d'élèves) en leur attribuant des prix en fin d'année scolaire.

D'autre part, l'appui à la Direction Provinciale s'accroît d'année en année à travers, notamment, la prise en charge de la formation continue des directeurs d'école et la prise en charge des frais inhérents à la supervision des écoles des trois CEB.

Le travail que mène RES PUBLICA auprès des associations de parents d'élèves est de plus en plus important. Ainsi, depuis plusieurs années, ils bénéficient de formations : comment faire un bilan prévisionnel des dépenses de l'année scolaire ? comment tenir la caisse ? comment mener les activités périscolaires ?

Nous espérons progressivement renforcer ces dispositifs pour tendre peu à peu vers une autonomie de l'éducation.

1. Organisation du sport à l'école primaire
2. Comité de Gestion formé par les parents d'élèves
3. Le mooré est une langue du Burkina Faso, parlée par les Mossi. C'est la langue maternelle de plus de 5 millions de personnes. C'est aussi la langue véhiculaire du Burkina Faso

Effectifs 2011-2012

Précolaire 116 - Primaire 13 928

Secondaire 906 - Supérieur 74



## Vers une autonomie de la maternelle

C'est à la rentrée 2007-2008 que le Centre d'Eveil et d'Education Préscolaire de Nanoro, entièrement construit par RES PUBLICA, a vu le jour : 74 enfants de 3 à 6 ans ont bénéficié de cette structure dès la première année.

Si pendant deux ans le fonctionnement a été difficile du fait de la non implication de la Mairie de Nanoro dans ce projet, depuis quatre ans la maternelle a trouvé son rythme et le Comité de Gestion, en place depuis trois ans, a pris son rôle à cœur et s'engage pleinement pour le bien-être et le développement harmonieux des enfants. Le partenariat mis en place entre RES PUBLICA, le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale et le COGES<sup>2</sup> fonctionne maintenant dans de bonnes conditions.

Le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale nomme et rémunère le personnel éducatif, le COGES établit et gère un budget qu'il a soumis à RES PUBLICA. A ce jour, environ deux tiers des dépenses sont assurées par l'association qui contribue essentiellement à la nourriture des enfants et à l'équipement des locaux.

En 2011, **un forage a été réalisé afin de pallier le manque d'eau**, le réseau d'eau communal étant défectueux depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, 116 enfants sont scolarisés dans trois sections. Le corps enseignant issu de la fonction publique se compose du Directeur et de trois moniteurs qui enseignent le programme officiel de l'Etat. Depuis la rentrée 2011, devant l'accroissement de l'effectif, une « petite maman » a été recrutée par le COGES afin de soulager les moniteurs. Une cuisinière et un gardien sont également sous la responsabilité du COGES.

L'école maternelle est très appréciée des villageois et nous nous heurtons déjà à un manque de places, les demandes étant de plus en plus nombreuses. Faut-il construire à nouveau, augmenter le prix de la scolarité ... ? des questions qu'il faut d'ores et déjà se poser.



## Suivi de l'expérience des classes bilingues

Pour la deuxième année consécutive les classes bilingues ont fonctionné à Boulpon et à Pella. Ce sont au total 250 enfants qui ont bénéficié de l'enseignement bilingue.

Les cours sont dispensés en Mooré<sup>3</sup>, l'usage du français se faisant progressivement au fil des années. Les maîtres suivent une formation adaptée à cet enseignement qui demande une **grande implication des parents d'élèves**. Ceux-ci doivent en effet transmettre leurs connaissances pratiques sous forme d'ateliers. Ainsi, cette année, certains élèves ont pu bénéficier de contes et légendes présentés par une mère d'élève et d'autres ont pu apprendre la danse traditionnelle du « wiré » grâce à l'implication de leurs parents.

Sur les 250 élèves, 196 sont passés en classe supérieure. Hélas, nous avons pu constater que le nombre de redoublants est élevé ; il est essentiellement dû à un recrutement d'enfants beaucoup trop jeunes. Nous avons attiré l'attention des inspecteurs sur ce problème. Nous avons également demandé à ce que les enseignants soient plus suivis et soutenus dans leur travail.

Nous comptons beaucoup sur ce type d'enseignement qui permet aux élèves d'arriver en cinq ans au certificat d'études primaires avec de bons résultats (au lieu de six ans en enseignement classique).

## L'alphabétisation des mères d'élèves

**P**our accompagner et encourager les mères d'élèves des écoles bilingues dans le suivi de leur enfant à la maison, l'association a ouvert deux centres d'alphabétisation en langue Mooré dans les CEB de Nanoro et de Pella au cours du premier trimestre 2012.

Avant l'ouverture de ces centres, une formation de deux facilitatrices a été nécessaire. Elles ont reçu un encadrement sur l'enseignement de la méthode REFLECT<sup>1</sup>.

**« Un cours REFLECT commence toujours par une causerie et toutes les leçons tirées sont issues de ces échanges ».**

Telle est la définition de cette méthode.

L'enseignement REFLECT a des principes qui tiennent toujours compte des réalités du milieu dans lequel intervient l'apprenante et utilise des méthodes appelées outils MARP<sup>2</sup> pour travailler.

Ainsi les mères d'élèves ont décidé de traiter deux thèmes importants : la non-scolarisation des filles et le manque de suivi des élèves par les parents à la maison.

A la fin des cours qui ont duré quatre mois, les apprenantes ont choisi une activité qui, une fois maîtrisée, leur permettra d'améliorer leurs conditions de vie. Leur choix s'est porté sur la production de beurre de karité et la fabrication du savon qu'elles pourront ensuite commercialiser.

Lors de notre voyage de juin 2012, nous avons eu la chance et le plaisir de participer à la clôture de cette première session et nous avons constaté la réussite de ce programme. Tout ceci nous encourage à persévérer et nous envisageons de soutenir ces femmes en 2013, puisque toutes sont admises en deuxième année suite à l'évaluation de leurs acquis par les responsables du volet alphabétisation du Ministère de l'Education Nationale.

**Françoise PERRIN**  
Présidente



1. Méthode d'alphabétisation pour adulte développée par Paulo FREIRE, basée sur des outils participatifs (théâtre, chants, débats sociaux,...) et sur une pédagogie incitant les bénéficiaires à être acteurs du changement
2. Méthode Accélérée de Recherche Participative

## Après Nanoro et Boulpon, une troisième bibliothèque

**T**out a commencé à l'initiative de la CEB de Soaw en juin 2011 lors de ma rencontre avec la Présidente de RES PUBLICA. C'est à cette occasion que je lui ai soumis un projet de renforcement de la bibliothèque que j'avais initiée sur mon propre fonds de livres !

Face aux besoins des équipes pédagogiques et à l'incessante demande des élèves, la CEB de Soaw se devait de trouver une solution.

C'est donc après une étude approfondie de la stratégie à suivre que l'association RES PUBLICA a annoncé son soutien à ce projet à l'occasion de la Foire de Soaw le 18 mars 2012. Autant vous dire que la nouvelle fut accueillie avec émotion par les populations.

Deux semaines ont suffi pour voir la bibliothèque dotée de 35 ouvrages supplémentaires.

- 15 livres de pédagogie et de philosophie,
- 10 livres de littérature française,
- 10 livres de littérature africaine francophone.

Depuis lors, nous avons enregistré une trentaine d'abonnés et une augmentation constante de la fréquentation faisant de la bibliothèque **un réel lieu d'échanges et de rencontres**.

Cependant, certains lecteurs se plaignent de la non-disponibilité du responsable qui travaille à l'Inspection et ne peut se consacrer entièrement à la bibliothèque. Aussi, ont-ils suggéré la création d'un poste de bibliothécaire.

Afin de satisfaire le plus grand nombre de lecteurs, nous demandons encore une fois à RES

PUBLICA de nous accompagner par l'achat de nouveaux livres. Pour notre part, nous nous engageons à mobiliser les acteurs locaux autour de ce projet.

Pour l'année scolaire 2012-2013, nous pensons organiser l'élection du « meilleur lecteur ». Aussi, je vous donne rendez-vous l'année prochaine pour découvrir notre lauréat(e).

**Anicet Parfait BAKYONO**  
**L'Inspecteur de la CEB de Soaw**



## Un internat au Collège de Nazoanga

Depuis plus de dix ans que nous soutenons les élèves scolarisés en Primaire, un goulot d'étranglement s'est maintenant formé au niveau du passage en classe de 6ème.

Si les écoles primaires sont en nombre presque suffisant dans notre zone d'intervention, nous sommes en revanche confrontés au manque de structures dans le secondaire.

Aussi, afin d'accroître l'offre, nous avons pu, à la demande de la population de Nazoanga (commune rurale de Nanoro) **transformer l'école primaire du quartier de Zanton en Collège d'Enseignement Général**. En effet, cette école à six classes, construite par l'association en 2005, recevait trop peu d'élèves par rapport à sa capacité d'accueil.

Ainsi, à la rentrée 2011-2012, une classe de 6ème a été ouverte et a reçu 83 élèves dont 48 filles. Le village de Nazoanga étant très excentré, l'association a décidé de créer un internat pour les jeunes filles. Pour la première année de fonctionnement, une classe a été transformée en dortoir et une autre en réfectoire. Vingt jeunes filles ont pu alors suivre leur scolarité dans de bonnes conditions, loin des tracasseries de recherche de tuteur.

Le bilan est satisfaisant. 81 % des élèves passent en classe de 5ème et c'est une jeune fille de l'internat qui arrive en tête avec près de 15/20 de moyenne annuelle.



Notre projet est, qu'à la rentrée 2012-2013, 40 jeunes filles puissent être accueillies à l'internat. A terme, ce sont 80 internes qui pourront vivre sur place dans l'internat dont la construction commencera en 2013.

**Françoise PERRIN**  
Présidente

## De Soala à la Défense

**J**e suis natif de Soala, un des 14 villages que compte le département de Nanoro. Après des études primaires au village et des études secondaires à Nanoro, j'ai été affecté en 2003 au Lycée Provincial de Koudougou où j'ai obtenu un Baccalauréat scientifique. C'est en 2005, à l'époque en 2ème année de DEUG<sup>1</sup> Maths-Physique à Ouagadougou, que j'ai rencontré RES PUBLICA grâce à sa Majesté le Naaba Tigré<sup>2</sup> de Nanoro, qui, connaissant ma situation, m'a mis en contact avec le Coordonnateur local, M. André KABORE.

Le soutien financier accordé par RES PUBLICA m'a alors permis de mieux me concentrer sur mes études et d'obtenir de bons résultats. Ces derniers m'ont permis d'être sélectionné par deux Grandes Ecoles d'Ingénieurs en France avec une bourse de la coopération française.

En France, après mon diplôme d'Ingénieur orienté en Systèmes d'Information, j'étais désireux d'acquérir des compétences complémentaires pour atteindre mon objectif professionnel. J'ai alors été admis pour un Master Spécialisé en Informatique Appliquée à la Décision Bancaire et Actuarielle). Cette spécialisation indispensable à la réalisation de mon ambition professionnelle était très

coûteuse et j'étais incapable d'en supporter le coût. Je me suis alors tourné de nouveau vers RES PUBLICA qui a bien accueilli mon projet et a accepté de m'accompagner pour le financement en m'accordant un prêt remboursable à 50%.

Dans le cadre de ma spécialisation et après une mission de 6 mois dans une banque parisienne, j'ai présenté mes travaux et soutenu avec succès (mention Très Bien et Félicitations du jury) une thèse professionnelle sur le thème « Gestion de risques dans la banque : risques et techniques de couverture ».

**Dans la perspective d'un retour au pays**, je souhaite mettre mes compétences au service de sociétés financières confrontées aux enjeux de la Business Intelligence.

RES PUBLICA par ses réalisations sur le terrain est une chance pour la zone de Nanoro. Nous devons nous mobiliser, chacun à notre niveau pour accompagner l'association dans ses projets pour un avenir meilleur.

**Pascal SAWADOGO**  
Ingénieur



1. Diplôme d'études universitaires générales
2. Chef traditionnel chez les Mossis.. Dans la vie quotidienne des Mossis, les chefs traditionnels jouent un rôle important d'administration de justice au sein de leur communauté

## Des jumeaux majors de promo



Alain Fidele Ouedraogo

Nous sommes deux frères jumeaux, nés le 21 Mars 1991 à Jacquville en Côte d'Ivoire. Nous avons connu RES PUBLICA alors que nous étions en classe de Seconde au Lycée de Boromo (Burkina Faso), juste après l'obtention de notre BEPC<sup>1</sup>.

Dès lors, **nos conditions de vie en tant qu'élèves ont connu une amélioration significative**. RES PUBLICA a toujours été à nos côtés pour nous apporter un soutien sur le plan matériel, moral et financier (prise en charge des frais de scolarité, de logement et de nourriture).

Grâce au soutien de l'association, nous avons pu intégrer la série scientifique du Lycée Provincial de Koudougou et suivre une formation de haut niveau qui répondait parfaitement à nos aspirations.

Nous voudrions profiter de l'occasion pour traduire nos sincères remerciements à M. Mamadou OUATTARA, Coordonnateur de RES PUBLICA à Koudougou, pour tous ses efforts consentis et sa détermination pour être toujours présent à nos côtés. Grâce aux meilleures conditions de vie que RES PUBLICA nous a offertes, nos résultats au Baccalauréat furent excellents. Ce qui nous a permis de décrocher des bourses pour poursuivre nos études au Maroc.

Alain Fidèle suit un parcours de Maths/Physiques à la Faculté des Sciences et Techniques de Fès. Pour ma part, je suis en fin de cycle prépa à l'ENSA<sup>2</sup> de Tanger. Nos résultats sont excellents et nous avons été classés les deux meilleurs étudiants Burkinabè au Maroc selon les résultats scolaires 2010-2011.



Juste Abel Ouedraogo

Nous comptons **obtenir des compétences clés** dans les nouvelles technologies informatiques pour participer activement au développement de notre pays, le Burkina Faso.

Nous ne pouvons trouver les mots pour exprimer à sa juste valeur notre reconnaissance pour le soutien de RES PUBLICA pendant toutes nos études. Sans nul doute, ce soutien fut un apport inestimable pour forger et propulser nos futures carrières.

**Juste Abel Ouedraogo**  
Etudiant

1. Brevet d'études du premier cycle
2. Ecole Nationale de Sciences Appliquées
3. Fruit de forme pyramidale récolté vert et employé comme légume et comme condiment.
4. Des analyses nutritionnelles ont montré que les feuilles de Moringa oleifera sont plus riches en vitamines, minéraux et protéines que la plupart des légumes
5. Arbre originaire d'Inde, ses graines permettent de fabriquer un insecticide redoutable.

## Foire de Soaw, valoriser le dynamisme des écoles

Deux ans après la première édition à Pella, c'est au tour de Soaw d'accueillir l'édition 2012 de la Foire agropastorale des écoles.

L'objectif de cet événement est de valoriser et présenter au public un panel des activités périscolaires menées par les écoles que fréquentent leurs enfants. Cette édition a fait découvrir les cultures maraîchères (tomates, haricots, choux, gombo<sup>3</sup>, ...) et l'élevage (petits et gros ruminants, volailles) provenant de plus de soixante écoles différentes. Certains établissements ont même initié, grâce à la motivation des élèves et

de leurs parents, un programme d'agroforesterie en produisant plusieurs types de plants (morin-ga<sup>4</sup>, bananier, flamboyant, neem<sup>5</sup>, etc.). Le travail des AME a également été mis en valeur et fort apprécié. Les mères d'élèves ont exposé leurs produits de transformation tels que le savon et la pâte de tomate. Le bénéfice des ventes a été directement redistribué aux caisses des écoles. Toutes ces actions confèrent aux établissements **plus d'autonomie et de moyens**, permettant l'amélioration des conditions d'éducation et fournissant surtout un apport nutritionnel quotidien et régulier aux élèves.

Cette Foire a été parrainée par la Directrice Régionale de l'Agriculture du Centre Ouest et par la Directrice Provinciale de l'Enseignement et de l'Alphabétisation du Boulkiemdé, toutes deux accompagnées du Représentant National de RES PUBLICA, Monsieur Basile DARGA.

Toutes les personnes présentes ont salué l'importance d'une telle célébration permettant de valoriser l'investissement des populations et de rendre visible l'accompagnement que RES PUBLICA assure aux écoles.

**Julien PAREDES**  
Chargé de Communication



# AGRICULTURE

Budget 10 ans : 529 000 €

Budget 2011 : 195 000 €

Bénéficiaires : 500 producteurs - 17 groupements

## Une pluviométrie 2011 irrégulière et capricieuse

Globalement, le Burkina Faso est un des pays les moins touchés par la crise agro-alimentaire 2011 avec un bilan céréalier presque équilibré (moins 1% de déficit par rapport aux besoins selon le CILSS<sup>1</sup>). Toutefois, cette affirmation masque une situation très inégalement répartie sur le territoire.

Dans les villages de Nanoro (région Centre-Ouest), les précipitations ont affiché un retard de 11 jours de pluie et un déficit de 160 mm par rapport à l'an passé (année considérée comme moyenne). Mais c'est surtout l'arrêt brutal des pluies en septembre, moment de la floraison qui explique les conséquences locales désastreuses sur les cultures céréalières, rizières et sur les retenues d'eau servant au maraîchage de contre-saison.

Ainsi, après la hausse incontrôlée des prix de 2008, les inondations de 2009, **la campagne agricole 2011 a vidé les greniers familiaux et créé une situation de crise alimentaire grave.**

1. Comité Inter Etat de Lutte contre la Sècheresse au Sahel
2. Forme particulière de culture en poquet qui permet de concentrer l'eau et la fumure dans des micro-bassins où les graines seront semées



## Une campagne rizicole perdue

Au regard des récoltes, le bilan rizicole est sans équivoque. Les trois sites que nous soutenons techniquement depuis 4 ans (42 hectares au total) affichent un rendement de 0,7 t/ha contre 4 t/ha l'année précédente. Les producteurs de Séguédin ont vu leur semis sécher sur pied et n'ont absolument rien récolté. Goala, avec un peu plus de chance, a pu faire face à ses engagements de crédit. Soaw, site plus durement touché, n'a pu sauver que quelques parcelles inégalement réparties. Devant cette situation, RES PUBLICA s'est engagée à soutenir les producteurs durant cette année difficile pour repartir sur de meilleures bases à la récolte suivante. Ainsi, même si la situation est difficile cette année, **tout est prêt pour se remettre en selle** et continuer le travail d'amélioration des techniques culturales et de transformation.

Cette année, deux groupements ont finalisé des aires de battage permettant d'améliorer le vannage du riz. Deux magasins de stockage sont prêts à être utilisés (une construction à Séguédin et une rénovation à Goala). La décortiqueuse acquise par un entrepreneur privé sous crédit RES PUBLICA est aujourd'hui entièrement remboursée et prête à valoriser un riz local de qualité. Il faut donc garder espoir et accompagner les groupements dans la préparation de la prochaine saison agricole.

Dans le village de Séguédin de Soaw, l'aménagement du bas-fond que nous comptons réaliser sera finalement exécuté par le projet étatique « Riz pluvial ».

## Les prix sauvent la campagne maraîchère

Les cultures de maraîchage, elles aussi, ont beaucoup souffert du manque d'eau puisque les retenues se sont tariées dès le mois de janvier ne laissant pas le temps pour une seconde récolte. Les productions de tomate ont été divisées par deux (environ 2 000 tonnes sur 140 hectares contre 4 750 tonnes l'an passé). Certains producteurs privilégiés de par leurs emplacements ont bénéficié des prix très élevés (jusqu'à 140 000 FCFA soit 213 € la caisse de 210 kilos) mais la majorité n'a pas rentabilisé ses investissements.

Malgré cela, les équipes de terrain ont continué d'œuvrer au **renforcement de capacité** sur les thématiques de fond : la production de fumure organique, l'utilisation de pesticides naturels (tourteaux de neem) et l'acquisition de semences de qualité.

La construction de sept cases de conservation des oignons a permis de faire connaître une technique facilement duplicable dans nos différentes zones d'intervention. Le suivi de leur utilisation devra valider l'efficacité de ce projet et permettre d'encourager la diversification des productions.

Ce constat annuel difficile doit nous encourager à **accélérer les stratégies d'optimisation des usages de l'eau** : travaux d'aménagements agricoles, vulgarisation des techniques de zaï<sup>2</sup>, valorisation des productions par la transformation. C'est à ce prix que les cultivateurs pourront s'adapter au climat et faire vivre leur famille de leur travail.

**Thierry SCIARI**  
Gestionnaire de Projets



## Des puisards<sup>1</sup> pour améliorer les conditions de travail des maraîchers

Pierre Segbo, membre de l'O.P.<sup>2</sup> de Pella exploite une superficie d'environ 2 ha de maraîchage à proximité du barrage. Pour l'arrosage de ses plantations, il utilise l'eau de 8 puits traditionnels creusés à travers ses jardins. Il a bénéficié de l'appui de RES PUBLICA pour la consolidation d'un de ses puits.

« Le puits traditionnel présente beaucoup d'inconvénients. Le premier est le risque de chute : nous devons nous tenir en équilibre sur des branches d'arbres posées en travers au-dessus du trou. La peur de puiser est bien réelle. D'année en année l'ouverture non stabilisée s'élargit jusqu'à devenir de plus en plus dangereuse voire inutilisable.

Après concertation avec l'agent RES PUBLICA de notre zone, puis une rencontre à Nanoro avec les responsables locaux de l'association, nous obtenons un appui permettant de financer le ciment, la main d'oeuvre et le petit matériel (moules, pioches, etc...).

Sur les conseils du maçon, je fabrique moi-même mes briques (140 au total). Puis je descends dans le puits afin de le mettre en état avant de commencer la consolidation : à mi-profondeur, j'installe un échafaudage en bois. Le maçon procède à la pose des briques. Ce travail s'effectue sur deux jours afin d'éviter les éboulements. Puis il termine par la margelle en ciment.

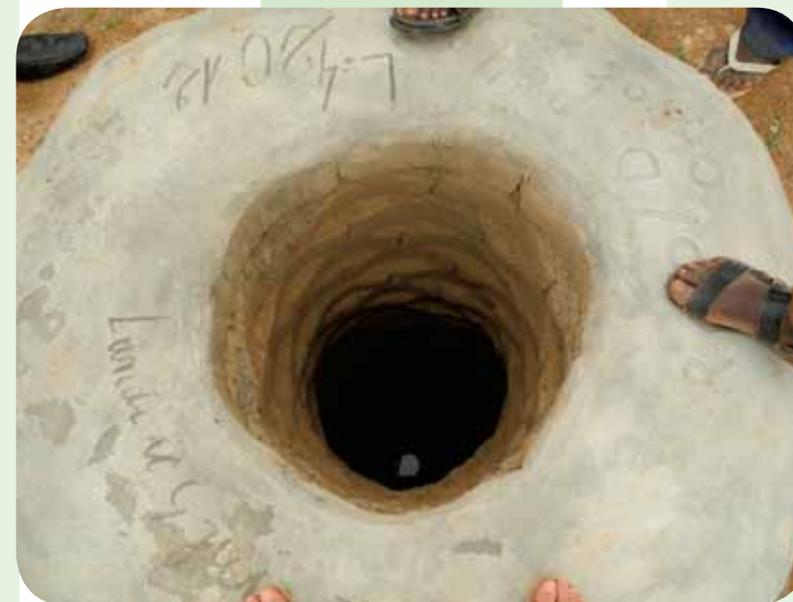
Naturellement, **je suis prêt à partager mon savoir-faire avec d'autres producteurs** désireux d'améliorer leurs conditions de travail. Si les récoltes sont bonnes cette année, je suis prêt également à augmenter ma contribution personnelle pour consolider mes autres puits ».

L'opération puisards a concerné la réhabilitation de 40 puits.

**Anne-Marie BERGER**  
**Bénévole Programme Agriculture**



Puits traditionnel



Puisard

## Conserver pour mieux vendre

L'oignon est la deuxième culture la plus importante après la tomate en saison sèche, d'octobre à avril. Comme toujours l'eau reste le facteur déterminant de réussite mais pas seulement.

L'oignon peut s'écouler localement en petite quantité mais peut aussi se conserver jusqu'en septembre pour profiter de prix plus attractifs (filère d'exportation en Côte d'Ivoire ou au Ghana).

La problématique de conservation est alors à résoudre pour ne pas perdre tout ou partie de la production. Pour répondre à cette préoccupation, l'équipe agropastorale de RES PUBLICA a recherché une solution viable, facilement répliquable et adaptée au milieu rural.

Kontogom surnommé « De Gaulle » est un des maraîchers de l'organisation paysanne de Bissiguin à Pella. Il nous fait une visite commentée de sa case de conservation d'oignon.

« Je pratique le maraîchage depuis plusieurs années. Aujourd'hui, la production de tomate est devenue plus difficile. Il y a des attaques de champignons à cause de l'accoutumance des sols (monoproduction) et les prix sont très variables d'une année à l'autre. **La culture de l'oignon donne une nouvelle piste d'avenir...**

S'il y a l'eau la saison prochaine, j'espère remplir ma case pour conserver et vendre en octobre à un grossiste de Ouagadougou. Si tout se passe bien, je peux espérer 12 tonnes d'oignons pour un seul cycle de production. Si les moyens le permettent, je pourrai construire, seul, de nouvelles cases de conservation pour augmenter ma production.

**La technique de construction n'est pas difficile.** Nous utilisons des matériaux locaux : les briques de banco<sup>3</sup>, le bois pour la charpente et les claies, le seco<sup>4</sup> de mil pour le toit. RES PUBLICA nous a aidés pour fabriquer les briques, acheter les ouvertures métalliques et le goudron pour le crépissage. Nous nous sommes investis pour la main d'œuvre et le ramassage des matériaux locaux (bois et secos).

Beaucoup de producteurs viennent voir ma case. Ils sont intéressés par cette nouvelle technique.

Nous réfléchissons maintenant à la meilleure façon de vulgariser cette technique ».

**Thierry SCIARI**  
**Gestionnaire de Projets**



1. Puits stabilisés à l'aide de briquettes locales
2. Organisation de Producteurs
3. Brique de banco : brique de terre crue, moulée, séchée au soleil et utilisée localement comme matériau de construction majeur
4. Tiges sèches de mil servant à la fabrication des toitures et clôtures

## Les femmes de Bazsiri prennent une longueur d'avance

Grâce à une **présidente dynamique et des femmes soudées** derrière elle, le groupement a fait les démarches pour obtenir l'agrément qui reconnaîtra légalement son existence.

L'année dernière ces mêmes femmes ont construit une maisonnette en briques de terre avec une chape de ciment afin de travailler dans de meilleures conditions. Cette année, elles ont sollicité RES PUBLICA pour améliorer ce local avec un crépissage intérieur, apportant l'hygiène nécessaire à une production de poudre de moringa.

En octobre 2011, Martine Bonkougou, la formatrice auprès des groupements féminins, et une femme du groupement ont bénéficié d'une formation à Réo auprès de Françoise Coste « Madame Moringa ». Elles ont suivi le processus de fabrication depuis la récolte jusqu'au conditionnement.

Fortes de ces connaissances, la première fabrication à Bazsiri a été réalisée le mois suivant avec quelques difficultés quant à la conservation des feuilles. Les productions suivantes se sont bien déroulées mais les quantités restent faibles par

manque de matière première. L'approvisionnement en feuilles s'effectuant auprès du Centre des handicapés de Nanoro, elles ne maîtrisent pas cette première étape, la production. Alors... une demande auprès du Chef de terre a reçu un accueil favorable et elles se sont vu attribuer un champ communautaire où elles pourront entre autres, consacrer une parcelle à la culture du moringa.

Ce champ d'une superficie de 2500 m<sup>2</sup>, entouré d'un grillage pour prévenir la divagation des animaux et doté d'un puits busé, est divisé en 5 parcelles : productions maraîchères collectives, productions individuelles, pépinières pour la vente de plants, une parcelle de moringa et une parcelle expérimentale. Une fosse fumièrre a été également creusée.

Si les premiers résultats sont à la hauteur de nos espérances, ce sera **une expérience à dupliquer** auprès des autres groupements féminins de la zone.



## L'agriculture enseignée au Primaire

RES PUBLICA encourage et soutient la mise en place de jardins au niveau des écoles primaires dont elle assure le suivi. Cette action a pour triple objectif d'améliorer les repas préparés à la cantine, d'apporter par la vente un revenu aux caisses des APE<sup>1</sup> mais surtout de **sensibiliser les élèves à la connaissance et au respect de leur environnement.**

Outre les prérequis que constitue la présence d'un forage et d'une clôture entourant la parcelle, les conditions de réussite d'un jardin scolaire dépendent surtout de l'engagement des APE/AME<sup>2</sup> et des enseignants.

En 2011-2012, sur les 61 écoles des zones de Nanoro, Pella et Soaw, 31 ont démarré un jardin scolaire avec plus ou moins de réussite. La meilleure mobilisation revient à la CEB de Soaw avec 84% de réalisations, suivie de Pella avec 41% et en dernier Nanoro avec 32%. Sur une superficie moyenne d'environ 350m<sup>2</sup> les « jardiniers » cultivent par ordre décroissant oignon, tomate, oseille, aubergine et laitue.

Un appui technique et un suivi cultural sont apportés par les agents RES PUBLICA, de même qu'une dotation en petit matériel type arrosoirs, pioches, seaux...



Afin de pérenniser l'existence des jardins scolaires et de leur donner toute leur importance un programme de formation sera assuré par Monirou YOROUBA, le responsable agro pastoral de RES PUBLICA. Cette formation insistera sur la répartition des rôles et l'implication de tous les membres.

**Anne-Marie BERGER**  
**Bénévole Programme Agriculture**

1. Association de Parents d'Elèves
2. Association des Mères Educatrices

# SANTE

Budget 10 ans : 416 000 €

Budget 2011 : 124 000 €

## Histoire d'un partenariat qui dure...

L'Entraide Médicale Eugène Jamot et RES PUBLICA entretiennent depuis dix ans une relation de partenariat étroit, fondée sur l'origine même de ce lien : c'est par l'intermédiaire de EMEJ que RES PUBLICA a connu le grand secteur de Nanoro et s'y est investi avec la constance et l'ampleur que nous connaissons maintenant.

RES PUBLICA a soutenu dès le début les efforts entrepris par notre association pour améliorer l'offre de soins dans le secteur du District Sanitaire de Nanoro. La coexistence de nos deux associations dans la même zone facilite les échanges, et aide à la prise de décision. EMEJ a toujours su trouver un partenaire attentif à ses demandes successives :

- construction du dispensaire de Soum en 2007,
- construction des nouvelles maternités de Soaw, Nazoanga et Somassi,
- prochaine construction du nouveau dispensaire urbain de Nanoro.

L'ampleur de ces réalisations montre assez **la confiance mutuelle qui existe entre ces deux associations !**

**Gérard FURNEL**  
Président EMEJ



Case de santé de Nazoanga (1994)



CSPS de Soum (2011)

## Bilan Santé 2011

18 000 consultations

1 500 accouchements

9 500 élèves dépistés en basse vision

352 opérations de la cataracte



## Lutte contre la cécité

Un aveugle est un handicapé majeur car il perd sa vie sociale et devient un poids économique pour sa famille. Les données mondiales récentes estiment à 161 millions le nombre de personnes souffrant de déficience visuelle, dont 37 millions d'aveugles<sup>1</sup> ; la majorité vivant dans les pays en voie de développement.

Au Burkina Faso, la prévalence de la cécité est estimée à 1,4 %, ce qui correspond à près de 233 000 aveugles. Les populations rurales sont les plus touchées. Les principales pathologies de cécités sont : la cataracte (65 % des cas) ; le trachome (15 % des cas) ; la xérophtalmie, le glaucome et les rétinopathies.

Selon une observation de terrain réalisée en novembre 2011 par nos services et extrapolée au niveau régional, la prévalence de la cécité serait de 0,8 % dans la région Centre-Ouest (contre une prévalence nationale estimée à 1,4 %). Ce résultat, inférieur aux chiffres nationaux, est le fruit de multiples actions, menées ces dernières années, par l'Etat et ses partenaires. RES PUBLICA a largement contribué à ce combat contre les pathologies visuelles, j'en suis d'ailleurs un pur produit...

Je suis un des 28 spécialistes en ophtalmologie que compte le Burkina Faso. J'ai bénéficié en 2006 d'un appui financier de RES PUBLICA pour réaliser mon année de spécialisation à l'Hôpital de la Croix-Rousse à Lyon.



Depuis fin 2007, j'exerce au Centre Hospitalier Régional de Koudougou. Je fais partie des quatre Ophtalmologistes à exercer en province, tous les autres spécialistes du pays se concentrant dans les deux premières villes du Burkina (Ouagadougou et Bobo Dioulasso).

Depuis 2008, RES PUBLICA a financé chaque année, une campagne de dépistage et de traitement au sein du district sanitaire de Nanoro. Cette stratégie a été complétée par **un dépistage massif des troubles visuels à l'école primaire**.

Ce programme de santé a permis d'améliorer la qualité de vie des populations rurales de Nanoro ainsi que la notoriété du service d'Ophtalmologie du CHR de Koudougou (augmentation de 50 % du nombre de consultations depuis 2008).

**Docteur Paté Sankara**  
**Chef de Service d'Ophtalmologie de**  
**l'Hôpital de l'Amitié de Koudougou**

1. Source : Global data on visual impairment in the year 2002. Bull World Health Organ 2004

# CULTURE

Budget 2011 : 5 000 €

Spectateurs : 5 400

## 4<sup>ème</sup> édition du Festival Ciné Brousse

L'année 2012 étant une année sans FES-PACO<sup>1</sup> notre séjour du 1er au 23 février est totalement dédié à notre propre festival en brousse.

Il est évident maintenant que la venue de Ciné-brousse au village constitue **un moment fort de la vie des villageois**. Notre volonté d'arriver plus tôt dans les villages, c'est-à-dire en milieu d'après-midi, se révèle judicieuse. Cela nous permet de rencontrer et d'échanger tranquillement avec la population. A Pella, Somassi et Soaw l'accueil est particulièrement enthousiaste et nous apprécions l'exposition de produits artisanaux confectionnés par les groupements de femmes, accompagné bien sûr de chants et de danses.

A Nanoro, comme l'année précédente, le lancement de la tournée est précédé par un **concert du groupe Netchy Lee**. Puis, pour la première fois, nous projetons un film très récent, primé au FES-PACO 2011 : « Notre Etrangère » de la réalisatrice franco/burkinabè Sarah Bouyain. Un très beau film sur le métissage.

Surréaliste aussi, le froid s'invite à la séance de Pella... Toute la journée, l'harmattan a soufflé en recouvrant le paysage d'un brouillard de poussière ocre. A 19 heures, la température chute aux environs de 15°C semant le doute dans nos esprits : aurons-nous un public ? Et bien oui, petits

et grands arrivent emmitoufflés tant bien que mal, bien décidés à rester jusqu'à la dernière image.

Notre programmation, toujours composée des **incontournables films africains en langue mooré**, présente quelques changements : En première partie Buster Keaton remplace Charlot, accompagné des mêmes éclats de rires. Et, en avant-première partie, un film « fait maison » relatant la tournée 2011 permet à un grand nombre de spectateurs de se reconnaître. Fou-rires garantis...

Et puis, le côté logistique s'est enrichi du fameux générateur que nous espérons trouver l'an dernier et d'une deuxième enceinte rendant l'acoustique meilleure.

Aïcha, major du CSPS<sup>2</sup> de Somassi nous fait part de ses impressions quelques jours après la projection de Tiläi.

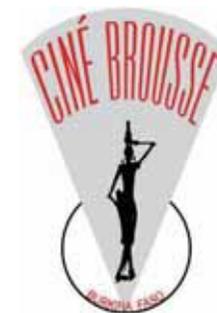
« Déjà, quand Ciné-brousse est venu l'année dernière à Somassi, la population a apprécié et le film

a sensibilisé les femmes qui sont toutes revenues cette année.

Delwendé traitant de la sorcellerie allait bien avec la population car ils ont affaire à ces histoires. Lorsque les femmes viennent en consultation chez nous au CSPS, elles disent leur contentement.

Et puis, vous avez entendu à Sarana quand le maître a interrogé les enfants, ils ont bien relaté ce que le film avait dit la veille. Tiläi était bien choisi et va avec la mentalité de la population. C'est un film qui dit beaucoup de choses. Ici, on marie encore les enfants très jeunes. On donne sans demander à la fille si elle est d'accord. Dès que tu grandis un peu, on te donne le mari. Donc ce n'est pas bien le mariage forcé. Donc le choix du film était bien !!! ».

**Anne-Marie BERGER**  
Membre association CINE BROUSSE



## Festival des Initiatives de Bobo

Suite au succès de la première édition du Festival des Initiatives en 2010, qui a réuni au Foyer des jeunes de Léo près de 45 artistes et plus de 400 festivaliers durant deux jours, l'Association pour la Promotion des Initiatives de Développement (APID) a décidé de renouveler l'expérience en 2012.

Elle s'est fixée pour objectifs de **réunir la population autour d'un évènement interculturel et artistique** regroupant des activités de théâtre, jonglerie, musique, peinture et danse. Le sport est aussi mis en avant par la mise en place de tournois de foot inter-lycée. L'aspect santé et environnement est également soutenu par diverses associations qui ont animé des stands tout au long du festival.

Dans la double perspective de permettre à l'association de mener à terme ses projets et d'attirer un public de plus en plus nombreux, toutes les activités de jour étaient gratuites et le prix des soirées très accessible.



Par manque de moyens financiers, cette deuxième édition du festival des initiatives, prévue au départ sur trois jours, n'a duré qu'une journée. En effet, notre seul partenaire fut l'association RES PUBLICA. Mais malgré ceci, le festival fut une réelle réussite et les populations nous attendent l'année prochaine pour la 3ème édition.

Rendez-vous en 2013 ! Nous disons grandement merci à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette deuxième édition, plus particulièrement à l'association RES PUBLICA en France.

**Ferdinand COMPAORE**  
Président de l'APID



1. Festival Panafricain de Cinéma de Ouagadougou
2. Centre de Santé et de Promotion Sociale

## L'autisme, grande cause nationale 2012

La priorité pour Autisme France et ses partenaires est de sensibiliser le grand public et les personnels susceptibles d'accueillir des personnes autistes à ce handicap sévère et encore trop souvent méconnu.

L'autisme est **un trouble précoce du développement qui touche 1 personne sur 110 dans le monde**, 4 fois plus les garçons que les filles. Ce trouble affecte plus ou moins sévèrement la communication, les interactions sociales et se repère aussi à des intérêts restreints et des comportements stéréotypés. L'autisme ne se guérit pas mais un soutien éducatif adapté tout au long de la vie limite les sur-handicaps et permet des progrès considérables.

Autisme France disposait déjà d'une carte d'accompagnement de la personne autiste et d'une brochure dépistage car il est essentiel de repérer ce handicap avant 3 ans pour pouvoir intervenir précocement.

Un des enjeux majeurs est la scolarisation : c'est le contact avec des enfants ordinaires qui apprend aux enfants autistes à repérer les comportements

sociaux et à faire des apprentissages de tous ordres. En maternelle, sont présents quasiment tous les enfants, aussi est-ce à ce niveau qu'il faut aider les enseignants à mieux comprendre l'autisme et à adapter leurs pratiques. Nous avons eu l'idée d'associer nos compétences avec celles du Rectorat de Lyon pour faire un travail à la fois de sensibilisation à l'autisme et de pédagogie adaptée à destination des enseignants de maternelle.

C'est RES PUBLICA qui a assuré la logistique : cette association amie a déjà soutenu nos projets locaux d'accompagnement des familles ; elle s'est

cette fois-ci impliquée dans le travail d'infographie de la plaquette et l'impression. Ce sont ainsi 25 000 brochures qui sont mises à disposition du Rectorat de Lyon et d'Autisme France : la brochure a déjà fait le tour de France car elle est très demandée par les associations et les inspections académiques locales.

Merci à RES PUBLICA de faire avancer la cause de l'autisme.

**Danièle LANGLOYS**  
**Présidente Autisme France**



## EURECAH ! Une nouvelle structure de jeux

C'est un « plus » ludique qui a été rendu possible grâce aux multiples partenariats dont a été bénéficiaire notre association. Une structure de jeux adaptée pour enfants de 3 à 12 ans, a trouvé place depuis novembre 2011 dans nos locaux et a été inaugurée le 5 janvier 2012 au sein de l'association en présence des divers partenaires.

Financée par le biais de la fondation SNCF<sup>1</sup>, de RES PUBLICA en lien avec l'ASSE<sup>2</sup> ainsi que par l'association Killian, cet équipement d'un coût de 5400 € permettra aux plus jeunes enfants accueillis à EURECAH<sup>3</sup> d'avoir un espace de jeu apaisant afin que petit comme grand trouve enfin sa place au sein de l'association. Ce lieu est une invitation au bien être dans un espace clos et sécurisé, un outil de médiation capable d'inciter à la socialisation.

Créé en 1999 et situé à Saint-Chamond dans la Loire, Eurecah est un centre éducatif et de loisirs pour personnes « différentes ».

Depuis 13 ans, Eurecah accueille des jeunes (enfants, adolescents, adultes) d'une soixantaine de familles, souffrant d'un handicap afin de leur proposer des activités adaptées. **Aujourd'hui, trop de personnes handicapées n'ont pas accès aux loisirs** et ces moments d'inactivité sont source d'aggravation des troubles du comportement. Notre principale vocation est donc d'organiser des loisirs et des vacances pour ces publics en favorisant l'autonomie et l'intégration en milieu ordinaire.

EURECAH tient donc à remercier tous les partenaires qui ont concouru à la réalisation de ce projet indispensable à nos jeunes bénéficiaires.

**Julie JOURJON et Yoann BRUYERE**  
Educateurs



1. Société Nationale des Chemins de Fer français
2. Association Sportive de Saint-Etienne
3. Education Utile Régionale pour Enfants Citoyens Atteints d'un Handicap

## Partenariat Secours Populaire- Res Publica

Initié en 2007, le partenariat entre le Secours Populaire Français et RES PUBLICA permet chaque année à une cinquantaine de familles de partir quelques jours en vacances.

Au travers de son programme d'aide alimentaire, le Secours Populaire a acquis une forte connaissance des familles dans le besoin sur la zone de Montluçon. Cette année encore, de plus en plus de jeunes, de couples avec enfants et de retraités osent venir frapper aux portes de la permanence pour bénéficier de deux paniers de première nécessité dans le mois (activité en hausse de 26 % en 2011). Dans ce contexte économique difficile, quelques jours de détente offre un bol d'air aux familles, occasion de partage très rare.

Dans son rôle de financeur, RES PUBLICA a fait le choix de soutenir ce type d'opération à la condition que les collectivités locales continuent de jouer leur rôle social. Nous espérons que le fait de **démultiplier les aides publiques par des fonds privés** maintiendra un niveau de contribution acceptable du secteur public.

**Julien PAREDES**  
Chargé de Communication



## Sur les traces de l'Emir Abdelkader

Nous venons, une fois de plus, de réaliser un projet grâce au financement de RES PUBLICA.

Ce partenariat s'est manifesté en octobre 2008, à l'occasion d'un voyage en Palestine organisé par l'EPI (Espace Projets Interassociatifs) et le Secours Catholique... dans le cadre de la Paix et l'amitié. Voyage d'une dizaine de jours dans un pays meurtri par la guerre certes, mais où l'espoir, le désir de Paix demeurent malgré des conditions, à plus d'un égard, dramatiques.

Nous avons rencontré des acteurs de Paix des deux bords, pratiquant le « **vivre ensemble** » de manière simple, naturelle ; nous avons rapporté en France ce que nous avons vécu, vu et connu. Des rencontres post voyage et une vidéo, ont été de précieux outils de diffusion de cette expérience. L'aide et l'adhésion de RES PUBLICA à notre projet ont été de puissants atouts de notre action.



C'est naturellement que nous nous sommes tournés vers RES PUBLICA pour réaliser un nouveau projet multiculturel, cette fois en Algérie, « sur les traces de l'émir Abdelkader<sup>1</sup> » avec un public issu, en majorité, de notre ville Vaulx-en-Verin. Le thème du « vivre ensemble » ici et là-bas, la rencontre avec un acteur des dialogues, un homme de Paix, un précurseur en humanité, voilà ce que nous recherchions.

La qualité d'un accueil chaleureux en Algérie, notre désir de continuer en France « sur les traces de l'Emir Abdelkader » sont des points forts à valoriser et à faire partager.

Nous travaillons à poursuivre ce chemin sur les traces de l'Emir Abdelkader, en France... prochainement.

**Pierre BARNEAUD ROUSSET**  
Vice-Président de l'EPI

1. L'émir Abdelkader (1808-1883) était un homme politique, chef militaire algérien qui résista durant quinze ans au corps expéditionnaire des troupes d'Afrique lors de la conquête de l'Algérie par la France. Il était également écrivain, poète, philosophe et théologien soufi. Il est considéré, en Algérie, comme étant à l'origine de l'État algérien moderne et le symbole de la résistance algérienne contre le colonialisme.

# FINANCES

	2009	2010	2011	%
<b>Projets Burkina Faso</b>	<b>1 060 801</b>	<b>957 763</b>	<b>1 571 543</b>	<b>72.7 %</b>
Education	795 285	598 381	982 363	
Agriculture	61 598	87 487	195 685	
Santé	32 818	73 314	124 513	
Appui aux partenaires	171 100	198 581	268 982	
<b>Projets autres Pays</b>	<b>47 677</b>	<b>65 051</b>	<b>105 122</b>	<b>4.9 %</b>
Nicaragua	25 135	25 487	54 571	
Guinée Conakry	10 869	17 815	-	
Burundi	1 811	13 140	-	
Bélarus	3 878	4 525	6 777	
Liban	2 700	2 750	2 700	
Sénégal	2 773	1 334	3 803	
Niger	511	-	-	
Mali	-	-	671	
Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix	-	-	36 600	
<b>Activités France (Siège)</b>	<b>227 881</b>	<b>299 453</b>	<b>485 312</b>	<b>22.4 %</b>
Projets France	65 136	154 529	266 936	<b>12.3 %</b>
Frais de Fonctionnement	107 175	122 329	189 940	<b>8.8 %</b>
Dotations aux Amortissements	55 570	22 595	28 436	<b>1.3 %</b>
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATIONS</b>	<b>1 336 360 €</b>	<b>1 322 266 €</b>	<b>2 161 977 €</b>	



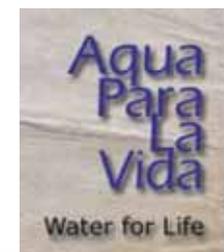
# REMERCIEMENTS

Ce rapport d'activités est le fruit d'une écriture à plusieurs mains... Merci à tous les auteurs pour leur contribution.

Nous espérons que vous aurez apprécié cet aperçu non exhaustif de nos actions et de celles de nos partenaires. Nous restons disponibles pour tout complément d'information, partage de savoirs ou mise en relation.

Nous tenons à remercier vivement :

- les bénéficiaires de nos programmes pour leur implication dans les projets,
- les partenaires pour leur confiance,
- les collaborateurs pour leur sérieux et leur motivation,
- et tous ceux qui s'intéressent à la vie de notre association, qui ont vécu cette année 2011 avec nous, marquée par les décès de Nicolas PERRIN et Latif OUATTARA.



# NOTES



## RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration n° 0691040534 - Préfecture du Rhône  
Immeuble Britannia, 10<sup>ème</sup> étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle  
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)  
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13 / Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87  
email : info@respublica.asso.fr



[www.respublica.asso.fr](http://www.respublica.asso.fr)

## RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001  
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)  
Tél : + 226.50.38.03.37 / Fax : + 226.50.38.03.23  
email : respublica@fasonet.bf